



mazars

LYDEC S.A.

RAPPORT GENERAL DES COMMISSAIRES AUX COMPTES

EXERCICE DU 1^{er} JANVIER AU 31 DECEMBRE 2021



**Building a better
working world**

37, Bd Abdellatif Benkaddour
20050 Casablanca
Maroc

mazars

Mazars Audit et Conseil
101, Boulevard Abdelmoumen
Casablanca
Maroc

Aux Actionnaires de la société

LYDEC S.A.

48, rue Mohamed Diouri,
20110 Casablanca

RAPPORT GENERAL DES COMMISSAIRES AUX COMPTES EXERCICE DU 1^{er} JANVIER AU 31 DECEMBRE 2021

Opinion avec réserve

Conformément à la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale, nous avons effectué l'audit des états de synthèse ci-joints de la société Lydec S.A. (la « société »), qui comprennent le bilan au 31 décembre 2021, le compte de produits et charges, l'état des soldes de gestion, le tableau de financement pour l'exercice clos à cette date, ainsi que l'état des informations complémentaires (ETIC). Ces états de synthèse font ressortir un montant de capitaux propres et assimilés de 1 837 660 326,59 MAD dont un bénéfice net de 67 424 739,53 MAD. Ces états ont été arrêtés par le conseil d'administration en date du 17 Février 2022 dans un contexte évolutif de la crise sanitaire de l'épidémie de Covid-19, sur la base des éléments disponibles à cette date.

Sous réserve de l'incidence de la situation décrite dans la section « Fondement de l'opinion avec réserve » de notre rapport, nous certifions que les états de synthèse cités au premier paragraphe ci-dessus sont réguliers et sincères et donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société Lydec S.A. au 31 décembre 2021, conformément au référentiel comptable en vigueur au Maroc.

Fondement de l'opinion avec réserve

Au 31 décembre 2021, les créances nettes vis-à-vis de la clientèle « Bidonvilles » s'élèvent à MMAD 139 HT et sont majoritairement antérieures à 2021. Selon le management, compte tenu de la difficulté de mettre en œuvre les actions de recouvrement prévues par le contrat de gestion déléguée, notamment la coupure, du fait des limitations définies par les autorités, une partie de cette créance sera recouvrée. L'autre partie de ces créances fait l'objet de discussions avec les Autorités, en particulier dans le cadre de la révision du Contrat de Gestion Déléguée, pour déterminer leurs modalités de recouvrement. A ce stade, nous ne sommes pas en mesure de nous prononcer sur l'issue de ces discussions et par conséquent sur le niveau de recouvrabilité de ces créances.

Nous avons effectué notre audit selon les Normes de la Profession au Maroc. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états de synthèse » du présent rapport. Nous sommes indépendants de la société conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à l'audit des états de synthèse au Maroc et nous nous sommes acquittés des autres responsabilités déontologiques qui nous incombent selon ces règles. Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion avec réserve.

Observations

Nous attirons l'attention sur les éléments suivants :

- a) Suite au transfert de la gestion du régime des retraites du personnel de la gestion déléguée de la Caisse Commune des Retraites (CCR) au RCAR, Lydec se trouve au 31 décembre 2021 avec une créance envers la CUC d'un montant net de MMAD 102 correspondant à la différence entre les cotisations perçues et les pensions versées. L'Avenant de la révision du Contrat de Gestion Déléguée en date du 11 mai 2009, précise que l'Autorité de tutelle procédera à la recherche de ressources auprès de l'Etat pour contribuer à l'apurement de cette situation et ce, en conformité avec les décisions des commissions techniques de suivi du 17 décembre 2003 et du 24 décembre 2004. Le comité de suivi du 28 février 2019 a arrêté le montant de cette créance à MMAD 100,5 à rembourser à travers un compte dédié dont le financement reste à définir.

Dans le même cadre, Lydec enregistre une créance nette envers l'Autorité Délégante d'un montant de MMAD 336 au 31 décembre 2021, représentant les versements effectués à la CNRA, au titre du régime complémentaire de la retraite (RECORE) et visant à maintenir les pensions du personnel statutaire en départ à la retraite au même niveau que celui qui était garanti par la CCR. Le comité de suivi, réuni le 27 avril 2018, a reconnu la créance correspondant aux versements effectués à la CNRA et a arrêté son montant au 31 décembre 2016 à MMAD 106.

- b) L'information donnée dans l'état annexe « Etat des passifs éventuels » qui fait état de l'audit de la gestion déléguée 2012-2020 et de la révision contractuelle quinquennale

Notre opinion n'est pas modifiée à l'égard de ces points.

Questions clés de l'audit

Les questions clés de l'audit sont les questions qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes dans l'audit des états de synthèse de la période considérée. Ces questions ont été traitées dans le contexte de notre audit des états de synthèse pris dans leur ensemble et aux fins de la formation de notre opinion sur ceux-ci, et nous n'exprimons pas une opinion distincte sur ces questions.

▪ **Estimation du chiffre d'affaires relatif aux ventes d'eau et d'électricité réalisées et non relevées (dit « en compteur »)**

Risque identifié	Notre réponse
<p>Comme indiqué dans la note A1 de l'annexe aux états financiers, le chiffre d'affaires réalisé sur les segments de clientèle qui font l'objet d'une relève de compteurs au cours de l'exercice est estimé à la clôture de l'exercice à partir de données historiques, de statistiques de consommation et d'estimations de prix de vente. Votre société a développé des méthodes de calcul pour l'estimation du chiffre d'affaires.</p> <p>Nous avons considéré l'estimation du chiffre d'affaires lié à l'eau et à l'électricité « en compteur » comme un point clé de l'audit compte tenu de l'incertitude inhérente au processus d'évaluation des volumes livrés et non relevés à la date de clôture de l'exercice et à l'évaluation de leur prix de vente.</p>	<p>Dans le cadre de notre audit, nous avons :</p> <p>Pris connaissance de l'environnement de contrôle sur la chaîne de facturation et sur les processus permettant la fiabilisation des estimés comptables sur l'eau et l'électricité en compteur ;</p> <p>Pris connaissance des hypothèses retenues pour l'estimation des volumes de consommation d'eau et d'électricité en compteur ;</p> <p>Analysé les volumes de consommation estimés au regard des volumes facturés le mois antérieur ;</p> <p>Analysé le coefficient de saisonnalité utilisé dans l'estimation des volumes ;</p> <p>Analysé le prix moyen de vente appliqué aux volumes estimés au regard du prix moyen facturé le mois précédent ;</p> <p>Examiné le rapprochement effectué par votre société entre les provisions estimées et le montant facturé de façon rétrospective.</p>

▪ **Comptabilisation des contrats de construction**

Risque identifié	Notre réponse
<p>Comme indiqué dans la note A1 de l'annexe aux états financiers, une partie de l'activité de la société concerne des travaux pour le compte de tiers pour lesquels le chiffre d'affaires et la marge sont comptabilisés à l'avancement du projet. Le pourcentage d'avancement est déterminé pour chaque projet en rapportant le montant des coûts engagés au 31 décembre 2021 au montant total estimé des coûts du projet. Cette méthode vise à conserver le niveau de charge et à reconnaître la marge uniquement sur le chiffre d'affaires comptabilisé.</p> <p>Nous avons considéré la comptabilisation du chiffre d'affaires et de la marge liés aux travaux comme un point clé de l'audit compte tenu du niveau de jugement exercé pour l'estimation de l'avancement des travaux ainsi que le degré d'incertitude lié à cette estimation.</p>	<p>Dans le cadre de notre audit, les procédures mises en place ont consisté à :</p> <p>Prendre connaissance de l'environnement de contrôle sur le processus de suivi des contrats de construction ;</p> <p>Tester les contrôles clés relatifs au processus du suivi des affaires (management de projet, déversement des coûts sur affaires, devis, bordereau des prix) ;</p> <p>Recalculer le chiffre d'affaires résultant de la méthode de l'avancement ;</p> <p>Rapprocher les données (chiffre d'affaires, coûts et marge) du suivi analytique avec celles de la comptabilité générale ;</p> <p>Effectuer des travaux ci-dessous sur un échantillon de contrats.</p> <p>Nous avons ainsi examiné un échantillon de contrats sélectionnés selon les critères suivants :</p> <p>Contribution significative de la marge dégagée sur l'exercice comptable ;</p> <p>Contrats présentant des risques significatifs spécifiques (techniques, contractuels, etc.).</p>

Les procédures mises en place sur cet échantillon de contrats ont consisté à :

Organiser des réunions avec les responsables opérationnels et financiers du contrat concerné (« revue d'affaire ») pour prendre connaissance de la situation opérationnelle des affaires (examen des événements, examen des risques, examen du calcul du taux d'avancement) ;

Comparer les montants prévus dans les contrats et/ou avenants avec le chiffre d'affaires retenu pour déterminer le chiffre d'affaires à comptabiliser sur l'exercice.

▪ **Dépréciation des créances commerciales**

Risque identifié	Notre réponse
<p>Comme indiqué dans la note A1 de l'annexe aux états financiers, les créances clients brutes s'élèvent à 3 106 MMAD au 31 décembre 2021. Ces créances ont fait l'objet d'une provision pour dépréciation à hauteur de 644 MMAD dont une partie a été déterminée sur la base d'une méthode prenant en compte une estimation des pertes futures attendues sur chaque segment de clients.</p> <p>Les taux de perte utilisés correspondent aux taux historiques des créances irrécouvrables observés sur un segment homogène en fonction du niveau d'impayés, ajustés selon les cas des circonstances actuelles et prévisions raisonnables d'évolution du profil de clientèle.</p> <p>Nous avons considéré l'estimation du montant de la provision pour dépréciation des créances clients comme un point clé de l'audit compte tenu du niveau de jugement requis pour l'ajustement des données historiques ainsi que le niveau d'incertitude lié à cet ajustement au regard du contexte actuel de COVID 19.</p>	<p>Dans le cadre de notre audit, nous avons :</p> <p>Examiné les modalités de détermination des taux de perte retenus par catégorie de clientèle et leur cohérence avec les données historiques ;</p> <p>Examiné les modalités de détermination des provisions complémentaires et spécifiques pour tenir compte des répercussions du contexte sanitaire actuel (Covid-19) sur les créances et leur justification ;</p> <p>Rapproché la balance âgée issue du système de gestion commerciale avec les données comptables ;</p> <p>Recalculé la provision pour dépréciation des créances client sur la base des taux de perte retenus.</p>

▪ **Provision pour risques significatifs et les passifs éventuels**

Risque identifié	Notre réponse
<p>L'activité de Lydec repose sur un Contrat unique d'une durée de 30 ans à échéance 2027. Cette spécificité impose aux parties une gestion et une interprétation permanente des dispositions contractuelles en vue d'inscrire la relation Lydec/Autorité Déléguante dans les équilibres financiers, économiques et techniques instituées à la signature du Contrat de Gestion Déléguée. En vue d'ajuster les dispositions contractuelles aux évolutions économiques, financières et techniques de la Gestion Déléguée, le Contrat permet aux parties à tout moment et au moins tous les 5 ans de se rencontrer pour décider d'un commun accord des mesures qui s'imposent.</p>	<p>tre approche d'audit a consisté notamment à :</p> <ul style="list-style-type: none"> Examiner les procédures mises en œuvre par la société afin d'identifier et de recenser l'ensemble des risques ; Prendre connaissance des sujets évoqués dans les procès-verbaux des réunions des différentes commissions/comités mis en place pour la gestion du partenariat entre la Lydec et l'autorité déléguante. Prendre connaissance de l'analyse des risques effectuée par la direction juridique et la direction de gestion du contrat de la société, de la documentation correspondante et revoir, le cas échéant, les consultations écrites des conseils externes ; Examiner les rapports envoyés par l'auditeur de la gestion déléguée et les réponses préparées par la société ; Examiner le caractère approprié de la qualification retenue par la société (provision vs passifs éventuels) au regard des normes en vigueur ; Examiner le caractère approprié des informations relatives à ces risques présentées en annexe.
<p>Dans ce contexte, la société peut faire face à des situations incertaines ou contentieuses, notamment :</p>	
<p>Dans le cadre des différents audits diligentés par l'autorité déléguante (audit de la valorisation des investissements, audit du fond de travaux, audit d'exploitation...) dont les résultats sont toujours en cours tel qu'exposé en note B15 de l'annexe dans la partie passifs éventuels et qui pourraient donner lieu à des demandes de rectification.</p>	
<p>Dans le cadre de gestion des risques de fin de contrat prévue en 2027.</p>	
<p>Nous avons considéré que les provisions pour risques significatifs et les passifs éventuels constituent un point clé de l'audit en raison de l'incertitude sur l'issue des audits engagés, du caractère potentiellement significatif et leur incidence ainsi que le degré d'incertitude lié à des risques de fin de contrat.</p>	

Responsabilités de la direction et des responsables de la gouvernance à l'égard des états de synthèse

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle des états de synthèse, conformément au référentiel comptable en vigueur au Maroc, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états de synthèse exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Lors de la préparation des états de synthèse, c'est à la direction qu'il incombe d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de communiquer, le cas échéant, les questions se rapportant à la continuité de l'exploitation et d'appliquer le principe comptable de continuité d'exploitation, sauf si la direction a l'intention de liquider la société ou de cesser son activité ou si aucune autre solution réaliste ne s'offre à elle.

Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information financière de la société.

Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états de synthèse

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les états de synthèse pris dans leur ensemble sont exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs et de délivrer un rapport de l'auditeur contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes de la profession au Maroc permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce que, individuellement ou collectivement, elles puissent influencer sur les décisions économiques que les utilisateurs des états de synthèse prennent en se fondant sur ceux-ci.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes de la profession au Maroc, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long de cet audit. En outre :

- Nous identifions et évaluons les risques que les états de synthèse comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, concevons et mettons en œuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques, et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- Nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de la société ;
- Nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière ;
- Nous tirons une conclusion quant au caractère approprié de l'utilisation par la direction du principe comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments probants obtenus, quant à l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou situations susceptibles de jeter un doute important sur la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Si nous concluons à l'existence d'une incertitude significative, nous sommes tenus d'attirer l'attention des lecteurs de notre rapport sur les informations fournies dans les états de synthèse au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas adéquates, d'exprimer une opinion modifiée. Nos conclusions s'appuient sur les éléments probants obtenus jusqu'à la date de notre rapport. Des événements ou situations futurs pourraient par ailleurs amener la société à cesser son exploitation ;
- Nous évaluons la présentation d'ensemble, la structure et le contenu des états de synthèse, y compris les informations fournies dans l'ETIC, et apprécions si les états de synthèse représentent les opérations et événements sous-jacents d'une manière propre à donner une image fidèle.

Nous communiquons aux responsables de la gouvernance notamment l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit.

Vérifications et informations spécifiques

Nous avons procédé également aux vérifications spécifiques prévues par la loi et nous nous sommes assurés notamment de la sincérité et de la concordance, des informations données dans le rapport de gestion du Conseil d'administration destiné aux actionnaires avec les états de synthèse de la société.

Casablanca, le 27 avril 2022

Les Commissaires aux Comptes

ERNST & YOUNG


 **ERNST & YOUNG**
S.A.R.L.
37 Boulevard Abdellatif Ben Kaddour
CASABLANCA
Tél : (212) 522 95 79 00 - Fax : (212) 522 39 02 26

Micham DIOURI
Associé

MAZARS AUDIT ET CONSEIL


MAZARS AUDIT ET CONSEIL
Angle Rd Abdelmoumen et Rue Catayon
20360 - Casablanca
Tél. : 05 22 42 34 23 (L.G)
Fax : 05 22 42 34 00

Adnane LOUKILI
Associé

TABLEAU N°1

BILAN ACTIF - MODELE NORMAL

EXERCICE DU : 01/01/2021 au : 31/12/2021

	ACTIF	EXERCICE			EXERCICE PRECEDENT
		Brut	Amortissements et provisions	Net	Net
ACTIF IMMOBILISE	I - A - ACTIF IMMOBILISE DOMAINE CONCEDE	31 656 451 895,73	17 641 663 831,31	14 014 788 064,42	13 361 799 766,05
	* Immobilisations terminées				
	Immobilisations renouvelables récupérées auprès CUC	4 501 314 340,78	4 499 668 836,77	1 645 504,01	4 234 925,05
	Immobilisations financées par fonds de travaux	5 808 742 375,51	3 064 729 799,55	2 744 012 575,96	2 959 842 144,28
	Immobilisations financées par LYDEC	9 738 367 676,20	6 288 933 281,57	3 449 434 394,63	3 595 705 784,94
	Immobilisations financées par les tiers	2 308 777 362,04	1 582 389 470,75	726 387 891,29	783 215 230,81
	Immobilisations reçues gratuitement	5 459 395 574,95	2 205 942 442,67	3 253 453 132,28	2 751 358 858,81
	* Immobilisations en cours				
	Immobilisations en cours financées par Fonds de travaux	2 400 031 958,95		2 400 031 958,95	2 010 264 498,56
	Immobilisations en cours financées par Lydec	459 157 178,90		459 157 178,90	448 366 420,75
	Immobilisations en cours financées par les Tiers	808 815 529,09		808 815 529,09	645 148 740,55
	* Fonds de retraite	171 849 899,31		171 849 899,31	163 663 162,30
	I - B - ACTIF IMMOBILISE DOMAINE PRIVE	11 456 557 552,75	7 931 693 121,14	3 524 864 431,61	3 803 046 146,83
	* Immobilisations en non valeur	461 728 127,78	432 211 565,64	29 516 562,14	31 987 583,31
	Frais préliminaires				
	Charges à répartir sur plusieurs exercices	461 728 127,78	432 211 565,64	29 516 562,14	31 987 583,31
	Prime de remboursement des obligations				
	* Immobilisations incorporelles	10 326 504 939,01	6 891 548 952,80	3 434 955 986,21	3 705 204 402,83
	Immobilisations en recherche et développement	548 346,61	548 346,61		
	Brevet, marques, droits, et valeurs similaires	128 431 737,30	107 992 526,55	20 439 210,75	15 962 511,19
	Fonds commercial				
Autres immobilisations incorporelles (Financement délégué)	10 197 524 855,10	6 783 008 079,64	3 414 516 775,46	3 689 241 891,64	
* Immobilisations corporelles	666 761 266,80	607 932 602,70	58 828 664,10	64 147 873,85	
Terrains					
Constructions	1 149 165,41	1 077 616,21	71 549,20	87 449,03	
Matériel et outillage	350 607 904,63	323 336 440,24	27 271 464,39	29 859 615,19	
Matériel de transport	70 891 650,03	63 711 268,71	7 180 381,32	5 912 023,69	
Matériel mobilier de bureau	47 360 719,22	46 310 282,44	1 050 436,78	1 003 225,04	
Matériel informatique	182 353 476,47	159 098 644,06	23 254 832,41	27 285 560,90	
Autres immobilisations corporelles	14 398 351,04	14 398 351,04			
Immobilisations corporelles en cours					
* Immobilisations financières	1 563 219,16		1 563 219,16	1 706 286,84	
Prêts et créances immobilisées	1 563 219,16		1 563 219,16	1 706 286,84	
Titres de participation					
* Ecarts de conversion					
Diminution des créances financières					
Augmentation des dettes de financement					
TOTAL I - ACTIF IMMOBILISE DC & DP	43 113 009 448,48	25 573 356 952,45	17 539 652 496,03	17 164 845 912,88	
ACTIF CIRCULANT	II - ACTIF CIRCULANT (HORS TRESORERIE)				
	* Stocks (F)	38 447 763,71	9 481 638,61	28 966 125,10	25 731 575,19
	Matière et fournitures consommables	38 447 763,71	9 481 638,61	28 966 125,10	25 731 575,19
	* Créances de l'Actif Circulant (G)	3 991 655 562,33	664 495 065,31	3 327 160 497,02	3 701 108 338,02
	Fournisseurs débiteurs avances et acomptes	5 305 234,00		5 305 234,00	17 956 033,78
	Clients et comptes rattachés	3 106 483 513,00	644 415 396,27	2 462 068 116,73	2 736 310 100,03
	Personnel débiteur	48 420 862,33		48 420 862,33	54 261 622,47
	Etat débiteur	220 278 953,51		220 278 953,51	237 323 304,79
	Comptes d'associés débiteurs				
	Autres débiteurs	564 240 341,35	20 079 669,04	544 160 672,31	538 342 130,27
	Comptes de régularisation actif	46 926 658,14		46 926 658,14	116 915 146,68
	* Titres et Valeurs de Placement (H)	905 537 315,41		905 537 315,41	510 360 140,53
	Bons de Trésor (Fonds de Travaux)	620 000 000,00		620 000 000,00	256 000 000,00
	Placements LYDEC	285 537 315,41		285 537 315,41	254 360 140,53
* Ecarts de Conversion actif circulant (I) (Elément circulants)	8 112,58		8 112,58	11 614,36	
TOTAL II - ACTIF CIRCULANT (F+G+H+I)	4 935 648 754,03	673 976 703,92	4 261 672 050,11	4 237 211 668,10	
TRESORERIE	* Trésorerie - Actif				
	Chèques et Valeurs à encaisser	261 501 039,55	5 367 911,18	256 133 128,37	60 433 465,10
	Fonds externes	20 933 754,76		20 933 754,76	46 487 910,82
	Banques	51 903 600,01		51 903 600,01	49 728 716,89
	Caisses	123 484,08		123 484,08	328 176,08
TOTAL III - TOTAL TRESORERIE ACTIF	334 461 878,40	5 367 911,18	329 093 967,22	156 978 268,89	
	TOTAL GENERAL ACTIF	48 383 120 080,91	26 252 701 567,55	22 130 418 513,36	21 559 035 849,87

MAZARS AUDIT ET CONSEIL
Pour Identification

FOR IDENTIFICATION
PURPOSES ONLY
ERNST & YOUNG

TABLEAU N°1

BILAN PASSIF - MODELE NORMAL

EXERCICE DU : 01/01/2021 au : 31/12/2021

	PASSIF	EXERCICE	EXERCICE PRECEDENT
		Montant net	Montant net
DROITS DE L'AUTORITE DELEGANTE	I-DROITS DE L'AUTORITE DELEGANTE (I)	14 014 788 062,75	13 361 799 764,40
	Financement Fonds de Travaux	12 710 088 674,19	12 203 253 404,87
	Amortissement Financement Fonds de Travaux	-7 564 398 636,32	-7 228 911 838,03
	Financement Déléguataire	10 197 524 855,10	9 821 663 154,84
	Amortissement Financement Déléguataire	-6 288 933 281,57	-5 777 590 949,15
	Financement Tiers	8 576 988 466,08	7 614 227 019,75
	Amortissement Financement Tiers	-3 788 331 913,42	-3 434 504 189,58
	Fonds de retraite	171 849 898,69	163 663 161,70
	Dettes de l'Autorité déléguante / RCAR		
	RCAR		
Emprunts obligataires financement retraite - Principal	2 003 700 644,81	2 310 701 644,81	
Dette de l'Autorité Déléguante	-2 003 700 644,81	-2 310 701 644,81	
FINANCEMENT PERMANENT	* Capitaux Propres (A)		
	Capital Social	800 000 000,00	800 000 000,00
	dont Capital souscrit non appelé		
	Capital appelé versé	800 000 000,00	800 000 000,00
	Primes d'émission, de fusion, d'apport		
	Ecarts de réévaluation		
	Réserves légales	80 000 000,00	80 000 000,00
	Autre Réserves	168 626 872,34	168 626 872,34
	Report à nouveau	716 561 540,38	759 948 763,81
	Résultat net en instance d'affectation		
	Résultat net de l'exercice	67 424 739,53	-43 387 223,43
	TOTAL DES CAPITAUX PROPRES (A)	1 832 613 152,25	1 765 188 412,72
	* Capitaux Propres Assimilés (B)	5 047 174,34	5 951 146,34
	Subventions d'investissement	5 047 174,34	5 951 146,34
	Provisions réglementées		
Comptes de liaison			
* Dettes de Financement (C)	1 787 373 917,12	2 044 737 901,02	
Emprunts Obligataires	720 000 000,00	900 000 000,00	
Emprunts Commerciaux	488 020 368,63	600 000 000,00	
Dépôts de Garantie Clientèle	579 353 548,49	544 737 901,02	
* Provisions Durables pour Risques et Charges (D)			
* Ecarts de conversion Passif (E)			
Augmentation des créances immobilisées			
Diminution des dettes de financement			
TOTAL I - FINANCEMENT PERMANENT (I+A+B+C+D+E)	17 639 822 306,46	17 177 677 224,48	
PASSIF CIRCULANT	II-PASSIF CIRCULANT (Hors Trésorerie)		
	* Dettes passif circulant (F)	4 014 920 110,33	4 100 757 696,90
	Fournisseurs et Comptes rattachés	1 982 781 093,55	2 532 152 013,01
	Clients créditeurs, Avances et Acomptes	282 457 684,79	246 187 837,92
	Personnel	67 860 687,35	49 077 576,34
	Organismes Sociaux	19 608 920,25	622 282,96
	Etat	784 535 928,83	736 211 740,56
	Comptes d'Associés Crédoiteurs		
	Fonds de Travaux	334 175 684,67	13 133 319,00
	Autres Créanciers	98 605 506,93	113 057 698,06
	Comptes de régularisation Passif	444 894 603,96	410 315 229,05
	* G-Autres Provisions pour Risques et Charges (G)	94 700 773,29	70 909 141,81
* H-Ecarts de Conversion Passif Circulant (H)	29 458,35	3 543,76	
TOTAL II - PASSIF CIRCULANT (F + G + H)	4 109 650 341,97	4 171 670 382,47	
TRESORERIE	* Trésorerie - Passif		
	Crédits d'escompte		
	Crédits de Trésorerie		
Banques (Soldes Crédoiteurs)	380 945 864,93	209 688 242,92	
TOTAL III - TOTAL TRESORERIE PASSIF	380 945 864,93	209 688 242,92	
	TOTAL GENERAL PASSIF	22 130 418 513,36	21 559 035 849,87

MAZARS AUDIT ET CONSEIL
pour Identification

FOR IDENTIFICATION
PURPOSES ONLY
ERNST & YOUNG

TABLEAU N°2

COMPTE DE PRODUITS ET CHARGES (Hors taxes)
MODELE NORMAL

EXERCICE DU : 01/01/2021 au : 31/12/2021

	OPERATIONS		TOTAUX DE L'EXERCICE (3) = (1)+(2)	TOTAUX DE L'EXERCICE PRECEDENT
	Propres à l'exercice (1)	Concernant les exercices précédents (2)		
I PRODUITS D'EXPLOITATION				
Ventes de marchandises (en l'état)	6 314 070 721,35		6 314 070 721,35	6 099 069 453,96
Ventes de biens et services	964 802 838,15		964 802 838,15	942 982 250,23
Variation de stocks de produits				
Immobilisations produites par l'entreprise pour elle-même	132 523 290,22		132 523 290,22	113 711 620,10
Subventions d'exploitation				
Autres produits d'exploitation				
Reprises d'exploitation : Transfert de charges	639 689 498,12		639 689 498,12	473 362 005,15
TOTAL I	8 051 086 347,84		8 051 086 347,84	7 629 125 329,44
II CHARGES D'EXPLOITATION				
Achats revendus de marchandises	4 358 729 426,13		4 358 729 426,13	4 197 494 604,01
Achats consommés de matières et fournitures	972 131 961,43		972 131 961,43	1 027 459 860,12
Autres charges externes	284 211 875,26	428 147,46	284 640 022,72	287 682 252,59
Impôts et taxes	7 943 913,71		7 943 913,71	8 769 428,25
Charges de personnel	817 936 112,42		817 936 112,42	800 362 248,52
Autres charges d'exploitation	10 105 801,47		10 105 801,47	9 384 631,09
Dotations d'exploitation	1 386 052 011,33		1 386 052 011,33	1 254 614 879,69
TOTAL II	7 837 111 101,75	428 147,46	7 837 539 249,21	7 585 767 904,27
III RESULTAT D'EXPLOITATION III =(I-II)			213 547 098,63	43 357 425,17
IV PRODUITS FINANCIERS				
Produits des titres de participation et autres titres immobilisés				
Gains de change	1 176 754,33		1 176 754,33	115 810,08
Intérêts et autres produits financiers	2 184 453,36	174 762,25	2 359 215,61	2 369 698,25
Reprises financières : transfert de charges	4 449 186,46		4 449 186,46	10 498 807,38
TOTAL IV	7 810 394,15	174 762,25	7 985 156,40	12 984 315,71
V CHARGES FINANCIERS				
Charges d'intérêts	57 028 507,97		57 028 507,97	70 994 206,10
Perte de change	2 300 870,35		2 300 870,35	154 594,37
Autres charges financières				10 536,97
Dotations financières	972 628,00		972 628,00	
TOTAL V	60 302 006,32		60 302 006,32	71 159 337,44
VI RESULTAT FINANCIER VI=(IV-V)			-52 316 849,92	-58 175 021,73
VII RESULTAT COURANT VII=(III+V)			161 230 248,71	-14 817 596,56

TABLEAU N°2

COMPTE DE PRODUITS ET CHARGES (Hors taxes) (Suite)
MODELE NORMAL

EXERCICE DU : 01/01/2021 au : 31/12/2021

	OPERATIONS		TOTALS DE L'EXERCICE (3) = (1)+(2)	TOTALS DE L'EXERCICE PRECEDENT
	Propres à l'exercice (1)	Concernant les exercices précédents (2)		
VII RESULTAT COURANT (reports)			161 230 248,71	-14 817 596,56
VIII PRODUITS NON COURANT				
Produits des cessions d'immobilisation	36 100,00		36 100,00	455 239,16
Subvention d'équilibre				
Reprises sur subvention d'investissement				
Autres produits non courant	916 457,58	26 110 417,49	27 026 875,07	74 579 341,05
Reprises non courantes: Transferts de charges				10 000 000,00
TOTAL VIII	952 557,58	26 110 417,49	27 062 975,07	85 034 580,21
IX CHARGES NON COURANTES				
Valeurs nettes d'amortissements des immobilisations cédés	33 112,10		33 112,10	274 552,51
Subvention accordées				
Autres charges non courantes	10 042 154,62	6 677 812,23	16 719 966,85	33 936 852,23
Dotations non courantes aux amortissements et aux provisions				
TOTAL IX	10 075 266,72	6 677 812,23	16 753 078,95	34 211 404,74
RESULTAT NON COURANT				
X X = (VIII-IX)			10 309 896,12	50 823 175,47
XI RESULTAT AVANT IMPOTS				
XI = (VII-X)			171 540 144,83	36 005 578,91
XII RESULTAT NET	104 115 405,30		104 115 405,30	79 392 802,34
XIII (XI-XII)			67 424 739,53	-43 387 223,43
XIV TOTAL DES PRODUITS (I+IV+VIII)			8 086 134 479,31	7 727 144 225,36
XV TOTAL DES CHARGES (II+V+IX+XII)			8 018 709 739,78	7 770 531 448,79
XVI RESULTAT NET (total des produits -total des charges)			67 424 739,53	-43 387 223,43

TABLEAU N°5

ETAT DES SOLDES DE GESTION (E S G)

EXERCICE DU : 01/01/2021 au : 31/12/2021

I - TABLEAU DE FORMATION DES RESULTATS (TFR)					
			EXERCICE	EXERCICE PRECEDENT	
	1	+	Ventes de Fluides	6 314 070 721,35	6 099 069 453,96
	2	-	Achats de Fluides	4 358 729 426,13	4 197 494 604,01
I		=	MARGE BRUTE SUR VENTES EN L'ETAT	1 955 341 295,22	1 901 574 849,95
II		+	Production DE L'EXERCICE (3+4+5)	1 097 326 128,37	1 056 693 870,33
	3		Ventes de biens et services produits	964 802 838,15	942 982 250,23
	4		Variation de Stocks		
	5		Immobilisations Produites	132 523 290,22	113 711 620,10
III		-	CONSOMMATIONS DE L'EXERCICE (6+7)	1 256 771 984,15	1 315 142 112,71
	6		Achats consommés de matières et de fournitures	972 131 961,43	1 027 459 860,12
	7		Autres Charges externes	284 640 022,72	287 682 252,59
IV		=	VALEUR AJOUTEE (I+II-III)	1 795 895 439,44	1 643 126 607,57
	8	+	Subventions d'exploitation reçues		
	9	-	Impôts et Taxes	7 943 913,71	8 769 428,25
	10	-	Charges de Personnel	817 936 112,42	800 362 248,52
V		=	Excédent Brut d'exploitation (E B E)	970 015 413,31	833 994 930,80
		=	Insuffisance Brute d'exploitation (I B E)		
	11	+	Autres produits d'exploitation		
	12	-	Autres charges d'exploitation	10 105 801,47	9 384 631,09
	13	+	Reprises d'exploitation : Transfert ce Charges	639 689 498,12	473 362 005,15
	14	-	Dotations d'exploitation	1 386 052 011,33	1 254 614 879,69
VI		=	RESULTAT d'EXPLOITATION	213 547 098,63	43 357 425,17
VII			RESULTAT FINANCIER	-52 316 849,92	-58 175 021,73
VIII		=	RESULTAT COURANT	161 230 248,71	-14 817 596,56
IX			RESULTAT NON COURANT	10 309 896,12	50 823 175,47
	15	-	Impôts sur les Sociétés	104 115 405,30	79 392 802,34
X		=	RESULTAT NET DE L'EXERCICE	67 424 739,53	-43 387 223,43
			0,00 -	0,00	
II - CAPACITE D'AUTOFINANCEMENT (CAF)					
	1		RESULTAT NET DE L'EXERCICE		
			Bénéfice +	67 424 739,53	-43 387 223,43
			Perte -		
	2	+	Dotations D'exploitation (1)	695 342 436,02	670 931 996,30
	3	+	Dotations Financières (1)		
	4	+	Dotations non courantes (1)		
	5	-	Reprises d'exploitation (2)		-
	6	-	Reprises financières (2)		
	7	-	Reprises non courantes (2) (3)	-903 972,00	-903 972,00
	8	-	Produits de cession d'immobilisations	-36 100,00	-455 239,16
	9	+	Valeurs nettes d'amort des immobilisations cédées	33 112,10	274 552,51
I			CAPACITE d'AUTOFINANCEMENT (CAF)	761 860 215,65	626 460 114,22
	10		Distribution de Bénéfices		
II			AUTOFINANCEMENT	761 860 215,65	626 460 114,22

- (1) A l'exclusion des dotations relatives aux passifs et actifs circulants et à la trésorerie
(2) A l'exclusion des reprises relatives aux actifs circulants et à la trésorerie
(3) Y compris reprises sur subvention d'investissement

FOR IDENTIFICATION
PURPOSES ONLY
ERNST & YOUNG

TABLEAU DE FINANCEMENT DE L'EXERCICE

SYNTHESE DES MASSES DU BILAN	EXERCICE DU : 01/01/2021 au : 31/12/2021			
	EXERCICE (a)	EXERCICE PRECEDENT (b)	EMPLOIS	RESSOURCES (a) - (b)
FINANCEMENT PERMANENT	17 639 822 306,46	17 177 677 224,48	374 806 583,15	462 145 081,98
ACTIF IMMOBILISE	17 539 852 496,03	17 164 845 912,88	-	-
FONDS DE ROULEMENT FONCTIONNEL (A)	100 169 810,43	12 831 311,60	-	87 338 498,83
ACTIF CIRCULANT	4 261 672 060,11	4 237 211 668,10	24 460 392,01	-
PASSIF CIRCULANT	4 109 650 341,97	4 171 670 392,47	62 020 040,50	-
BESOIN DE FINANCEMENT GLOBAL (B)	152 021 706,14	65 541 285,63	86 480 422,51	-
TRESORERIE NETTE (A-B)	51 851 897,71	52 709 974,03	858 076,32	-

	EXERCICE		EXERCICE PRECEDENT	
	EMPLOIS	RESSOURCES	EMPLOIS	RESSOURCES
I RESSOURCES STABLES DE L'EXERCICE				
AUTOFINANCEMENT (A)		761 860 215,65		626 460 114,22
Capacité d'autofinancement		761 860 215,65		626 460 114,22
Distribution de bénéfices				
CESSION ET REDUCTION D'IMMOBILISAT (B)		179 167,68		532 547,64
Cession d'immobilisations incorporelles				
Cession d'immobilisations corporelles		36 100,00		455 230,16
Cession d'immobilisations financières		143 067,68		77 300,48
Régénération sur créances immobilisées				
AUGMENT DES CAPITAUX PROPRES ASSIMIL (C)				
Augmentation du capital				
Augmentation des réserves				
AUGMENTATION DES DETTES DE FINANCEMENT (D)		67 154 866,47		1 150 386 929,55
Dépôts de garantie		67 154 866,47		50 366 929,55
Emprunt à LT				1 100 000 000,00
TOTAL I - RESSOURCES STABLES (A+B+C+D)		829 194 369,80		1 777 379 591,41
II EMPLOIS STABLES DE L'EXERCICE				
ACQUISIT, AUGMENTAT D'IMMOBILISAT (E)	406 179 687,58		407 865 340,93	
Acquisition d'immobilisations corporelles	19 819 813,61		17 692 438,60	
Acquisition d'immobilisations incorporelles	386 359 853,97		390 162 902,33	
Augmentation d'immobilisations en cours				
Acquisition d'immobilisations financières				
REMBOURSEMENT DES CAPITAUX PROPRES (F)				
Dépôts de garantie	324 518 970,39		213 804 069,63	
Emprunt à LT	32 539 339,02		23 804 069,63	
	291 979 631,37		190 000 000,00	
	11 157 233,00		23 468 070,26	
ACQUISIT D'IMMOBILISAT EN NON VALEUR (H)	741 858 870,97		647 138 100,82	
TOTAL II - EMPLOIS STABLES (E+F+G+H)	86 480 422,51		927 859 826,44	
III VARIATION BESOIN DE FINANCEMENT GLOBAL	858 076,32		202 961 664,15	
IV VARIATION DE LA TRESORERIE	829 194 369,80		1 777 379 591,41	
TOTAL GENERAL	829 194 369,80	829 194 369,80	1 777 379 591,41	1 777 379 591,41

MAZARS AUDIT ET CONSEIL
Pour Identification

FOR IDENTIFICATION
PURPOSES ONLY
ERNST & YOUNG

Activités de l'entreprise**EXERCICE DU : 01/01/2021 au : 31/12/2021**

Créée en 1995, Lydec gère la distribution d'eau et d'électricité, la collecte des eaux usées et pluviales ainsi que l'éclairage public pour 5 millions d'habitants de la Région du Grand Casablanca (Maroc) dans le cadre d'un contrat de gestion déléguée signé en 1997, pour une durée de 30 ans, entre l'Autorité Délégante (Communes de Casablanca, Mohammedia et Aïn Harrouda), l'Autorité de tutelle (le Ministère de l'Intérieur) et le Déléguataire (Lydec). Le contrat arrive à échéance en 2027.

ETAT DES DEROGATIONS

INDICATION DES DEROGATIONS	JUSTIFICATION DES DEROGATIONS	EXERCICE DU : 01/01/2021 au : 31/12/2021 INFLUENCE DES DEROGATIONS SUR LE PATRIMOINE ,LA SITUATION FINANCIERE ET LES RESULTATS
I- DEROGATIONS AUX PRINCIPES COMPTABLES FONDAMENTAUX		
II- DEROGATIONS AUX PRINCIPES DES METHODES D'EVALUATION COMPTABLES FONDAMENTAUX		
III- DEROGATIONS AUX REGLES D'ETABLISSEMENT ET DE PRESENTATION DES ETATS DE SYNTHESE		

Néant

MAZARS AUDIT ET CONSEIL
Pour Identification

FOR IDENTIFICATION
PURPOSES ONLY
ERNST & YOUNG

PRINCIPALES METHODES D'EVALUATION SPECIFIQUES A L'ENTREPRISE

EXERCICE DU - 01/01/2021 au - 31/12/2021

INDICATION DES METHODES D'EVALUATION APPLIQUEES PAR L'ENTREPRISE	
<p>I. ACTIF AMORCIE</p> <p>A. EVALUATION A L'ENTREE</p> <p>1. Immobilisations en non - valeurs</p> <p>2. Immobilisations incorporelles</p> <p>3. Traitement comptable de la concession</p> <p>Depuis 1987, la date d'entrée en vigueur de la concession de service public client électrique Lydec, les immobilisations entrant dans le périmètre de cette concession sont évaluées selon les dispositions de l'arrêté du CNC n°4 du 25 mai 2005, tel qu'adopté par l'Assemblée Plénière du CNC, et celles du Code Général de Normalisation Comptable (CGNC).</p> <p>Le traitement comptable de la concession se déroule comme suit :</p> <p>3.1 Actif immobilisé du domaine concédé</p> <p>3.2 Biens de retour mis dans la concession par Lydec</p> <p>3.3 Biens de reprise mis en concession par Lydec</p> <p>A. Immobilisations corporelles</p> <p>5. Immobilisations financières</p> <p>B. CORRECTIONS DE VALEUR</p> <p>1. Méthodes d'évaluation des provisions pour dépréciation 2. Méthodes de détermination des écarts de concession - actif</p>	<p>Les immobilisations en non valeurs sont comptabilisées conformément aux normes comptables. Elles figurent à l'actif pour leur coût d'acquisition, déduit des amortissements calculés selon la méthode linéaire au taux de 20%, sans préavis temporels.</p> <p>Les immobilisations incorporelles comprennent :</p> <ul style="list-style-type: none"> - L'actif incorporel représentant le droit d'usage des biens de retour financés par Lydec. - Les logiciels et brevets pour leur coût d'acquisition. <p>Cette rubrique du bilan représente en contrepartie de la rubrique « droit de l'autorité concédante » figurant au passif du bilan, l'ensemble des biens de retour du domaine concédé, qui ces biens sont mis en concession par le concédant, le concessionnaire ou par les tiers.</p> <p>Les biens de retour remis gratuitement en concession par le concédant ont été valorisés conformément au contrat de gestion délégué et ont été inscrits au bilan de Lydec.</p> <p>Selon le contrat de concession, ces biens sont remis au concédant gratuitement à la fin de la concession. Ainsi, conformément aux dispositions de l'arrêté du CNC et aux modalités pratiques d'application généralement retenues au Maroc, les biens de retour mis par le concessionnaire sont comptabilisés comme suit.</p> <p>Comptabilisation et amortissement de l'investissement initial par Lydec :</p> <ul style="list-style-type: none"> - le montant des investissements réalisés par Lydec au titre des biens de retour est inscrit à la fois (i) en actif immobilisé du domaine concédé en contrepartie des droits de l'autorité déléguée et (ii) en immobilisation incorporelle au sein de l'actif « Actif immobilisé du domaine privé ». - les biens inscrits en actif immobilisé du domaine concédé (i) font l'objet d'un amortissement pour dépréciation (amortissement économique sur la durée de vie utile du bien) en contrepartie d'une réduction des droits de l'autorité déléguée, sans impact sur le résultat de Lydec ; la durée d'amortissement économique est fixée conformément aux dispositions de la nature des biens mis en concession ; - L'immobilisation incorporelle qui figure dans l'actif immobilisé du domaine privé est amortie en totalité sur la durée résiduelle de la concession. <p>Les biens de reprise ne faisant pas partie du domaine concédé et acquis par Lydec sont comptabilisés comme des « biens propres », c'est-à-dire :</p> <ul style="list-style-type: none"> - présentés sur le bilan des immobilisations par nature (immobilisations corporelles) ; - amortis par la contrepartie du compte de résultat Lydec, selon leur durée de vie utile de ces biens <p>Les immobilisations corporelles du domaine privé comprennent à la fois des biens propres et les biens de reprise lorsque ceux-ci font l'objet d'une option de reprise contre paiement. Ces immobilisations figurent à l'actif à leur coût d'acquisition. Les amortissements sont calculés selon la méthode linéaire sur la base de la durée de vie de ces immobilisations.</p> <p>Les immobilisations financières représentent les prêts accordés au personnel, les dépôts et rattachements ainsi que les titres de participation.</p> <p>NA</p> <p>Ajustement à la date de clôture des valeurs d'entrée des dettes libellées en devises</p>
<p>II. ACTIF CIRCULANT (hors trésorerie)</p> <p>A. EVALUATION A L'ENTREE</p> <p>1. Stocks 2. Créances 3. Titres et valeurs de placement</p> <p>B. CORRECTIONS DE VALEUR</p> <p>1. Méthodes d'évaluation des provisions pour dépréciation des créances clients</p> <p>2. Méthodes de détermination des écarts de concession - actif</p>	<p>CLAMP</p> <p>Valeur nominale</p> <p>Valeur nominale</p> <p>La provision pour dépréciation des créances clients est calculée en distinguant :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les créances litigieuses qui sont provisionnées à 100% ; il s'agit d'une provision individuelle par client qui respecte les règles de la redoutabilité fiscale (article 116 du CGI) ; - les créances autres relevant des articles antérieurs (N°1) dont certaines litigieuses déjà provisionnées) et le chiffre d'affaires ramené en cours (N°1) il s'agit d'une provision marginale calculée à partir des taux de clients (partes attendues) pour chaque segment de clients homogènes (clients industriels, particuliers, administrations, collectivités...) ; Ces taux de clients sont déterminés à partir de l'historique des impayés administratifs, industriels... ; Ces taux de clients sont déterminés à partir de l'historique des impayés clients par rapport au chiffre d'affaires facturé relatif de la même année d'origine, ils sont actualisés chaque année pour une meilleure estimation de la perte future attendue sur chaque segment de clients. A ce titre, les créances clients brutes relatives à 31/12/2020 au 31/12/2021. Ces créances ont fait l'objet d'une provision pour dépréciation à hauteur de 644 MMAD pour une partie à été déduite sur la base d'une méthode présentée en compte une estimation des pertes futures attendues sur chaque segment de clients (détailée ci-dessus). <p>Ajustement à la date de clôture des valeurs d'entrée des dettes libellées en devises</p>
<p>III. FINANCEMENT PERMANENT</p> <p>1. Méthodes de réévaluation 2. Méthodes d'évaluation des provisions réglementaires 3. Dettes de financement permanent 4. Méthodes d'évaluation des provisions durables pour risques et charges 5. Méthodes de détermination des écarts de concession - passif</p>	<p>NA</p> <p>NA</p> <p>Valeur déduite de l'impôt</p> <p>Evaluation individuelle du risque</p> <p>Ajustement à la date de clôture des valeurs d'entrée des dettes libellées en devises</p>
<p>IV. PASSIF CIRCULANT (hors trésorerie)</p> <p>1. Dettes du passif circulant 2. Méthodes d'évaluation des autres provisions pour risques & charges 3. Méthodes de détermination des écarts de concession - passif</p>	<p>Valeur nominale de la dette</p> <p>Evaluation individuelle du risque</p> <p>Ajustement à la date de clôture des valeurs d'entrée des dettes libellées en devises</p>
<p>V. TRÉSORERIE</p> <p>1. Trésorerie - actif 2. Trésorerie - passif 3. Méthodes d'évaluation des provisions pour dépréciation</p>	<p>Valeur nominale</p> <p>Valeur nominale</p> <p>NA</p>
<p>VI. ÉCOULEMENT DU CHIFFRE D'AFFAIRES SUR LES VENTES</p> <p>- VENTES DE FLUIDES</p> <p>- VENTES DE TRAVAUX</p>	<p>Le chiffre d'affaires relatif à la vente de Fluides (eau et électricité) est comptabilisé sur la base de la même des conditions. Cette valeur est facturé selon un planning établi sur le mois et qui ne constitue donc pas avec la loi de répartition des coûts réelles. Lorsque l'ajustement des provisions est supérieur à l'ajustement de la facturation, une facture à établir est constatée. Dans le cas inverse, lorsque l'ajustement des travaux est inférieur à l'ajustement de la facturation, un produit concédé d'origine est constaté.</p> <p>Le chiffre d'affaires et la marge relatifs aux travaux facturables aux tiers sont comptabilisés à l'ajustement des travaux. Les taux d'ajustement sont déterminés par projet en rapportant les coûts réels engagés à la loi de répartition des coûts réelles. Lorsque l'ajustement des provisions est supérieur à l'ajustement de la facturation, une facture à établir est constatée. Dans le cas inverse, lorsque l'ajustement des travaux est inférieur à l'ajustement de la facturation, un produit concédé d'origine est constaté.</p>
<p>VII. EMPRUNTS OBLIGATAIRES DE L'AUTORITÉ DÉLÉGUÉE</p> <p>Méthode d'évaluation</p>	<p>Capitaux restant dû au titre des emprunts obligataires émis par Lydec pour le compte de l'autorité déléguée dans le cadre du financement de l'investissement du régime de retraite du personnel retraité. Ces emprunts sont portés dans le passif du domaine concédé (État de bilan) en tant que droit de l'autorité déléguée.</p>
<p>VIII. DROITS A RÉVISION ÉCONOMIQUE</p>	<p>Les droits à révision économique sont comptabilisés après validation des mandats par le Comité de Suivi et détermination de la date et des modalités de leur application (y compris l'effet dérogatoire). Concernant les mandats de révision 2021-2024 et 2024-2029, les parties au contrat de gestion déléguée ont adopté le principe de valuer cette réévaluation lors de la prochaine révision quadriennale.</p>

ETAT DES CHANGEMENTS DE METHODES

EXERCICE DU : 01/01/2021 au : 31/12/2021		INFLUENCE DES CHANGEMENTS SUR LE PATRIMOINE, LA SITUATION FINANCIERE ET LES RESULTATS
NATURE DES CHANGEMENTS	JUSTIFICATION DES CHANGEMENTS	
I- Changements affectant les méthodes d'évaluation		Néant
II- Changements affectant les modalités d'application		

*HAZARS AUDIT ET CONSEIL
Pour Identification*

FOR IDENTIFICATION
PURPOSES ONLY
ERNST & YOUNG

DETAIL DES NON-VALEURS

		EXERCICE DU : 01/01/2021 au : 31/12/2021	
COMPTE PRINCIPAL	INTITULE	MONTANT	
21281000	Travaux de grosses réparations	-	
21283000	Charges à répartir sur honoraires	461 114 759,10	
21284000	Autres Charges à répartir	613 368,68	
	TOTAL	461 728 127,78	

Ce tableau retrace l'évolution de la rubrique durant l'exercice, en indiquant les soldes des comptes principaux constitutifs de " l'immobilisation en non valeurs "

MAZARS AUDIT ET CONSEIL
Pour Identification

FOR IDENTIFICATION
 PURPOSES ONLY
 ERNST & YOUNG

TABEAU DES AMORTISSEMENTS

EXERCICE DU : 01/01/2021 au : 31/12/2021

Nature	Cumul début exercice (1)	Dotation de l'exercice (2)	Amort sur immob sorties (3)	cumul d'amort fin exercice (4) = (1) + (2) + (3)
IMMOBILISATIONS EN NON VALEUR	418 583 311,47	13 628 254,17		432 211 565,64
Charges à répartir sur plusieurs exercices				
Charges à répartir sur Honoraires	418 583 311,47	13 628 254,17		432 211 565,64
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	6 234 940 682,67	656 608 270,13		6 891 548 952,80
Immobilisation en recherche et développement	548 346,61			548 346,61
Brevet, marques, droitset valeur similaires	101 971 072,40	6 021 454,15		107 992 526,55
Immobilisations financement LYDEC domaine délégué	6 132 421 263,66	650 586 815,98		6 783 008 079,64
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	582 894 937,34	25 105 911,26	68 245,90	607 932 602,70
Terrains				
Constructions	1 061 716,38	15 899,83		1 077 616,21
Installations techniques, matériel et outillage	310 553 089,33	12 783 350,91		323 336 440,24
Matériel de transport	61 511 294,34	2 199 974,37		63 711 268,71
Mobilier, matériel de bureau	45 857 789,18	452 493,26		46 310 282,44
Matériel Informatique	149 512 697,07	9 654 192,89	68 245,90	159 098 644,06
Agencement , Installation et Aménagement	14 398 351,04			14 398 351,04
Total	7 236 418 931,48	695 342 435,56	68 245,90	7 931 693 121,14

FOR IDENTIFICATION
PURPOSES ONLY
ERNST & YOUNG

TABLEAU DES PLUS OU MOINS VALUES DE CESSIONS OU RETRAITS D'IMMOBILISATIONS

EXERCICE DU : 01/01/2021 au : 31/12/2021

Date de cession ou de retrait	Compte principal	Montant brut	Amortissements cumulés	Valeur nette d'amortissements	Produit de cession	Plus values	Moins values
2021	MATERIEL INFORMATIQUE	101 358,00	68 245,90	33 112,10	36 100,00	2 987,90	
	TOTAL	101 358,00	68 245,90	33 112,10	36 100,00	2 987,90	

TABEAU DES TITRES DE PARTICIPATION

Raison sociale de la société émettrice	Secteur d'activité	Capital social dhs	Participation au capital	Prix d'acquisition global	Valeur nette comptable	EXERCICE DU : 01/01/2021 au : 31/12/2021		
						Extrait des derniers états de synthèse de la société émettrice		Produits d'exploitation inscrits au C.P.C de l'exercice
						Date de clôture	Situation nette	

TABLEAU DES PROVISIONS

Nature	Montant débit exercice	Dotations financières		Reprises financières		Montant fin exercice
		d'exploitation	Non courantes	d'exploitation	Non courantes	
1. Provision pour dépréciation de l'actif immobilisé						
2. Provisions réglementées						
3. Provisions durables pour risques et charges						
SOUS TOTAL (A)						
4. Provision pour dépréciation de l'actif circulant (hors trésorerie)	581 174 580,60	665 081 237,09		572 279 113,99		673 976 703,70
5. Autres Provisions pour risques et charges	70 909 141,81	25 628 338,22		1 836 706,74		94 700 773,29
6. Provisions pour dépréciation des comptes de trésorerie	4 395 283,18	972 628,00				5 367 911,18
SOUS TOTAL (B)	656 479 005,59	691 682 203,31		574 115 820,73		774 045 388,17
TOTAL (A+B)	656 479 005,59	691 682 203,31		574 115 820,73		774 045 388,17

TABLEAU DES CREANCES

CREANCES	ANALYSE PAR ECHEANCE				EXERCICE DU : 01/01/2021 au : 31/12/2021				
	TOTAL	PLUS D'UN AN	MOINS D'UN AN	ECHUES ET NON RECOUVREES	MONTANT EN DEVICES	MONTANT SUR ETAT ET ORGANISMES PUBLICS	AUTRES ANALYSES	MONTANT SUR LES ENTREPRISES LIEES	MONTANT REPRESENTES PAR EFFETS
DE L'ACTIF IMMOBILISE	1 563 219,16	1 563 219,16							
Prêts immobilisés	1 563 219,16	1 563 219,16							
DE L'ACTIF CIRCULANT	3 991 656 562,33	32 896 663,63	1 114 688 925,47	2 844 066 973,23	4 228 695,86	1 954 327 009,81	23 960 666,75	52 441 738,49	
Fournisseurs débiteurs, avances et acomptes	5 305 234,00	48 600,00	5 256 634,00						
Clients et comptes rattachés	3 106 483 513,00	1 300,99	824 481 912,47	2 282 000 299,54	4 228 695,86	1 091 167 533,51	23 960 666,75	52 441 738,49	
Etat	220 278 953,51		219 254 926,82	1 024 026,69		220 278 953,51			
Comptes d'associés	564 240 341,35		11 359 818,56	552 880 522,79		642 880 522,79			
Autres débiteurs	48 420 862,33	32 667 260,85	7 593 477,27	8 162 124,21					
Personnel		182 501,79	46 744 156,35						
Comptes de régularisation-actif	46 926 658,14								

TABLEAU DES DETTES

CREANCES	TOTAL	ANALYSE PAR ECHEANCE			AUTRES ANALYSES			
		PLUS D'UN AN	MOINS D'UN AN	ECHUES ET NON PAYEES	MONTANT EN DEVISES	MONTANT SUR ETAT ET ORGANISMES PUBLICS	MONTANT SUR LES ENTREPRISES LIEES	MONTANT REPRESENTES PAR EFFETS
DU FINANCEMENT	1 787 373 917,12	1 487 373 917,12	300 000 000,00					
Emprunts obligataires	720 000 000,00	540 000 000,00	180 000 000,00					
Autres dettes de financement	1 067 373 917,12	947 373 917,12	120 000 000,00					
DU PASSIF CIRCULANT	3 680 744 425,66	3 884 389 766,80	3 124 138 644,34	172 216 014,42	8 563 463,51	875 943 978,17	142 383 990,18	
Fournisseurs et comptes rattachés	1 982 781 093,55		1 967 410 132,98	15 370 960,57	8 563 463,51		142 383 990,18	
Clients créditeurs , avances et acomptes	282 457 684,79		282 457 684,79					
Personnel	67 860 687,35		67 860 687,35					
Organismes sociaux	19 608 920,25		19 608 920,25			19 608 920,25		
Etat	784 535 928,83		784 535 928,83			784 535 928,83		
Comptes d'associés								
Autres créanciers	98 605 506,83	7 816 810,65	90 788 696,28					
Comptes de régularisation-passif	444 894 603,96	376 572 956,25	68 321 647,71					

TABLEAU DES SURETES REELLES DONNEES OU RECUES

EXERCICE DU : 01/01/2021 au : 31/12/2021

TIERS CREDITEURS OU TIERS DEBITEURS	MONTANT COUVERT PAR LA SURETE	NATURE (1)	DATE ET LIEU D'INSCRIPTION	OBJET (2) (3)	VALEUR COMPTABLE NETTE DE LA SURETE DONNEE A LA DATE DE CLOTURE
SURETES DONNEES		Néant			
SURETES RECUES					

(1) Gage-Hypothèque : 2- Nantissement : 3- Warrant : 4- Autres : 5- (à préciser)

(2) Préciser si la sûreté est donnée au profit d'entreprises ou de personnes tierces (sûretés données) - Entreprises liées , associés , membre du personnel

(3) Préciser si la sûreté recue par l'entreprise provient de personnes tierces autres que le débiteur (Sûreté recûes)

ENGAGEMENTS FINANCIERS RECUS OU DONNES HORS OPERATIONS DE CREDIT - BAIL

EXERCICE DU : 01/01/2021 au : 31/12/2021		
ENGAGEMENTS DONNES	MONTANT EXERCICE	MONTANT EXERCICE PRECEDENT
* Avals et cautions		
- Cautions bancaire au profit de l'Autorité Déléguée	156 246 000,00	151 308 000,00
- Cautions bancaires au profit de l'Administration des Douanes	5 000 000,00	5 000 000,00
- Cautions bancaires au profit des Eaux et Forêts	49 447,00	49 447,00
- Cautions bancaires au profit GDF SUEZ Energie Service en garantie du loyer	-	262 500,00
- Cautions bancaires divers	1 079 635,88	820 029,88
* Engagements en matière de pensions de retraite et obligations similaires		
- Engagements sociaux (couverture médicale et gratuité des services de l'entreprise au profit des retraités statutaires)	835 288 000,00	657 480 000,00
* Autres Engagements		
- Engagements contractuels d'investissements	1 880 675 951,15	2 402 146 962,48
TOTAL (1)	2 829 077 034,03	3 217 066 939,36

(1) Dont engagements à l'égard d'entreprises liées

ENGAGEMENTS RECUS		
* Avals et cautions		
- Garanties reçues sur contrats	384 892 344,22	421 053 000,22
* Autres Engagements		
- Facilités de crédit non utilisées	1 676 337 000,00	1 505 000 000,00
TOTAL (2)	2 061 229 344,22	1 926 053 000,22

(2) Dont engagements à l'égard d'entreprises liées

FOR IDENTIFICATION
PURPOSES ONLY
ERNST & YOUNG

TABEAU DES BIENS EN CREDIT BAIL

N° du contrat	Durée du contrat		Juste valeur du bien (H-T)	Durée théorique d'amortissement	Cumul des redevances des exercices précédents	Cumul des redevances de l'exercice	Redevances restant à payer		Durée contrat en mois	Prix d'achat résiduel en fin de contrat	Observations
	du	au					A moins d'un an	A plus d'un an			

Néant

EXERCICE DU : 01/01/2021 au : 31/12/2021

DETAIL DES POSTES DU C P C (Produits)

EXERCICE DU : 01/01/2021 au : 31/12/2021

POSTE		EXERCICE	EXERCICE PRECEDENT
	PRODUIT D' EXPLOITATION		
711	<u>Ventes de marchandises</u>		
	Ventes de marchandises au Maroc	6 314 070 721,35	6 099 069 453,96
	Ventes de marchandises à l'étranger		
	Reste du poste des ventes de marchandises		
	Total	6 314 070 721,35	6 099 069 453,96
712	<u>Ventes des biens et services produits</u>		
	Ventes travaux	206 291 537,47	198 608 320,59
	Recettes fonds de travaux	391 952 408,31	456 973 147,30
	Entretien et location branchements \ compteurs	138 112 945,80	135 048 432,91
	Coupures -Rebranchements	61 764 685,01	9 953 188,92
	Pose et depose de compteurs	9 399 644,18	7 218 922,69
	Autres prestations	5 154 150,64	5 490 510,80
	Peines et soins	134 543 473,91	113 909 145,71
	Reste du poste des ventes et services produits	17 583 992,83	15 780 581,31
	Total	964 802 838,15	942 982 250,23
713	<u>Variation des stocks de produits</u>		
	Variation des stocks des biens produits		
	Variation des stocks des services produits		
	Variation des stocks des produits en cours		
	Total		
718	<u>Autres produits d'exploitation</u>		
	Jetons de présence reçus		
	Reste du poste (produit divers)		
	Total		
719	<u>Reprises d'exploitation:transferts des charges</u>		
	Reprises	573 885 971,69	414 241 628,31
	Transferts des charges	65 803 526,43	59 120 376,84
	Total	639 689 498,12	473 362 005,15
	PRODUITS FINANCIERS		
738	<u>Interets et autres produits financiers</u>		
	Interets et produits assimilés	1 874 274,64	2 283 245,39
	Revenus des créances rattachées à des participations		
	Produits nets sur cessions de titres et valeurs de placement	310 178,72	86 452,86
	Reste du poste interêts et autres produits financiers	174 762,25	
	Total	2 359 215,61	2 369 698,25

DETAIL DES POSTES DU C P C (Charges)

EXERCICE DU : 01/01/2021 au : 31/12/2021

POSTE	EXERCICE	EXERCICE PRECEDENT
<u>CHARGES D'EXPLOITATION</u>		
611		
<u>Achat revendus de marchandises</u>		
Achat de marchandises	4 358 729 426,13	4 197 494 604,01
Variation des stocks de marchandises		
Total	4 358 729 426,13	4 197 494 604,01
612		
<u>Achat consommés de matière première</u>		
Achat de matières premières		
Variation des stocks de matière première		
Achat de matériel et fournitures consommables et d'emballages	156 930 586,73	152 870 370,67
variation des stocks de matière, fournitures et emballage	-4 840 267,26	-1 682 565,11
Achat non stockés de matière et fourniture	140 311 176,02	131 347 383,45
Achats de travaux ,études et prestations de services	679 730 465,94	744 924 671,11
Total	972 131 961,43	1 027 459 860,12
613/614		
<u>Autres charges externes</u>		
Locations et charges locatives	34 675 711,35	36 566 108,06
Redevances de crédit -bail		
Entretiens et réparations	23 674 486,75	23 960 502,20
Primes d'assurances	17 771 029,21	14 979 108,71
Rémunérations du personnel extérieur a l'entreprise	23 320 170,40	21 169 442,44
Rémunérations d'intermédiaires et honoraires	11 835 325,83	7 342 018,16
Redevances diverses	150 915 159,99	149 935 493,56
Documentation diverses	117 425,50	186 511,00
Transports	74 027,00	232 596,00
Reste du postedes Autres charges externes	22 256 686,69	33 310 472,46
Total	284 640 022,72	287 682 252,59
617		
<u>Charges de personnel</u>		
Rémunération du personnel	577 765 034,47	559 237 601,38
Charges sociales	200 947 209,69	198 591 711,59
Reste du poste des autres charges de personnel	39 223 868,26	42 532 935,55
Total	817 936 112,42	800 362 248,52
618		
<u>Autres charges d'exploitation</u>		
Jeton de présence	650 000,00	330 000,00
Pertes sur créances irrécouvrables	9 455 801,47	9 054 631,09
Reste du poste des autres charges d'exploitation		
Total	10 105 801,47	9 384 631,09
<u>CHARGES FINANCIERES</u>		
638		
<u>Autres charges financiere</u>		
Charges nettes sur cessions de titres et valeurs de placement		
Reste du poste des autres charges financieres		10 536,97
Total		10 536,97
<u>CHARGES NON COURANTES</u>		
658		
<u>Autres charges non courantes</u>		
Pénalités sur marchés et débits		11 006,00
Rappels d'impots (Autres que l'IS)		
Pénalités et amendes fiscales		
Reste du poste des autres charges non courantes	16 719 966,85	33 925 846,23
Total	16 719 966,85	33 936 852,23

PASSAGE DU RESULTAT NET COMPTABLE AU RESULTAT NET FISCAL

INTITULES	EXERCICE DU : 01/01/2021 au : 31/12/2021	
	MONTANT	MONTANT
I RESULTAT NET COMPTABLE	67 424 739,53	
Bénéfice net	67 424 739,53	
Perte nette		
II REINTEGRATIONS FISCALES	666 771 250,26	
1 Courantes	546 993 179,91	
Dotation aux provisions pour dépréciation clients	454 445 439,06	
Redevance COS non déductible	54 311 464,39	
Surplus Amortissements non déductible sur LLD	842 362,00	
Cadeaux	126 335,21	
Ecart de conversion - Passif 2021	29 458,35	
Dons non déductibles	3 446 000,00	
Amortissements sur exercices antérieurs FFC	3 610 370,11	
Amortissements sur exercices antérieurs FFC ex ant	13 176 431,33	
Provision pour risque et charges	15 590 944,00	
Charges diverses	13 600,00	
Provision pour risques et charges financiers	972 628,00	
Charges sur exercices antérieurs	428 147,46	
2 Non Courantes	119 778 070,35	
Autres charges non courantes	8 984 852,82	
Charges sur exercices antérieurs	6 677 812,23	
Pénalité et Amendes Fiscales	-	
Impôt sur les sociétés	104 115 405,30	
III DEDUCTIONS FISCALES		397 888 230,76
1- Courantes		397 888 230,76
Ecart de conversion - Passif 2020		3 543,76
Reprise Dotation aux provisions pour dépréciation clients		397 884 687,00
2- Non courantes		-
TOTAL (T1 ; T2)	734 195 989,79	397 888 230,76
IV RESULTAT BRUT FISCAL		MONTANTS
Bénéfice brut si T1>T2 (A)		336 307 759,03
Déficit brut fiscal si T2>T1 (B)		
V REPORT DEFICITAIRES IMPUTES (C) (1)		
Exercice n-4		
Exercice n-3		
Exercice n-2		
Exercice n-1		
VI RESULTAT NET FISCAL		
Bénéfice net fiscal (A - C)		336 307 759,03
ou déficit net fiscal (B)		
VII CUMUL DES AMORTISSEMENTS FISCALEMENT DIFFERES		
VIII CUMUL DES DEFICITS FISCAUX RESTANT A REPORTER		
Exercice n-4		
Exercice n-3		
Exercice n-2		
Exercice n-1		

DETERMINATION DU RESULTAT COURANT APRES IMPOTS

EXERCICE DU : 01/01/2021 au : 31/12/2021

DETERMINATION DU RESULTAT		MONTANT
Resultat courant d'après C.P.C	(+)	161 230 248,71
Réintégrations fiscales sur opérations courantes	(+)	546 993 179,91
Déductions fiscales sur opérations courantes	(-)	397 888 230,76
Resultat courant théoriquement imposable	(=)	310 335 197,86
Impôt théorique sur resultat courant	(-)	96 063 911,34
Resultat courant après impôts	(=)	65 166 337,37

**II INDICATIONS DU REGIME FISCAL ET DES AVANTAGES OCTROYES PAR LES CODES
DES INVESTISSEMENTS OU PAR DES DISPOSITIONS LEGALES SPECIFIQUES**

-
-
-
-
-
-
-

DETAIL DE LA TAXE SUR LA VALEUR AJOUTEE

EXERCICE DU : 01/01/2021 au : 31/12/2021

Nature	Solde début exercice	Opération de l'exercice	Déclaration TVA	Solde fin exercice
A. TVA FACTUREE	496 167 596,96	1 180 601 465,07	1 154 706 427,60	522 062 634,43
B. TVA RECUPERABLE	229 048 745,17	830 850 064,66	840 643 913,94	219 254 895,89
Sur charges Sur immobilisations	199 370 614,50 29 678 130,67	649 955 940,24 180 894 124,42	669 487 181,89 171 156 732,05	179 839 372,85 39 415 523,04
T.V.A due ou crédit T.V.A (A-B)	267 118 851,79	349 751 400,41	314 062 513,66	302 807 738,54

FOR IDENTIFICATION
PURPOSES ONLY
ERNST & YOUNG

PASSIFS EVENTUELS

EXERCICE DU : 01/01/2021 au : 31/12/2021

I- Audit des comptes de la gestion déléguée 2012-2020

Pour rappel, Lydec avait reçu en date 24 juin 2020 un courrier du SPC notifiant le lancement de l'audit des comptes de la gestion déléguée pour la période 2012-2020. Une réunion de démarrage de la mission a été organisée le 04 novembre 2020 entre Lydec, SPC et le cabinet mandaté pour cette mission.

Cet audit porte sur 3 volets:

- Mission A: Audit des comptes du délégataire pour les exercices 2012 à 2017;
 - Mission B: Audit des comptes de la Gestion Déléguée (comptes du Délégué et de l'Autorité Déléguée) pour les exercices 2018 et 2019;
 - Mission C: Audit des comptes de la Gestion Déléguée (comptes du Délégué et de l'Autorité Déléguée) pour l'exercice 2020.
- Lydec a reçu en octobre 2021 les rapports provisoires des audits relatifs aux missions A et B, et a répondu à l'Auditeur en transmettant ses commentaires, remarques et éléments complémentaires. Lydec a également reçu en date du 14 février 2022 le rapport provisoire portant sur la mission C. Il est en cours d'analyse par Lydec.

II- 2ème Révision contractuelle quinquennale :

Les dispositions du Contrat Gestion Déléguée prévoient une révision quinquennale où l'Autorité Déléguée et le Délégué se réunissent pour évaluer les conditions d'exécution de la convention au regard de leurs engagements respectifs mais aussi pour procéder, d'un commun accord, à l'actualisation des éléments nécessaires. La première étape de la révision consiste à établir un examen de la période passée pour établir un bilan et une évaluation de la réalisation des engagements respectifs.

Dans ce cadre, une commission du Ministère de l'Intérieur a été désignée et a mené 3 missions portant sur l'analyse de l'équilibre économique du Contrat de Gestion Déléguée sur la période 2007-2020, la valorisation des investissements sur la période 2007-2020, et les projections économiques sur la période 2021-2027. Une restitution des travaux de la commission a été effectuée lors d'une réunion le 9 juin 2021 au Ministère de l'Intérieur. Depuis, leurs conclusions ainsi que la position de l'Autorité Déléguée ont été partagées avec Lydec. Le délégataire a transmis à l'Autorité Déléguée l'ensemble de ses réponses en faisant part de sa position, en particulier, Lydec a rappelé que la valorisation des investissements sur la période 2007-2017 avait déjà été réalisée et son traitement définitif acté lors des Comités de Suivi du 27 avril 2018 (pour la valorisation des investissements portant sur la période 2007-2015) et du 28 février 2019 (pour la valorisation des investissements portant sur la période 2016-2017).

ETAT DE REPARTITION DU CAPITAL SOCIAL

Nom, prénom ou raison sociale des principaux associés (1)	Adresse (2)	Montant du capital :		EXERCICE DU 01/01/2022 au 31/12/2021			MONTANT DU CAPITAL		
		Exercice précédent (3)	nombre de titres Exercice actuel (4)	800 000 000,00	Montant nominal de chaque action ou part sociale (5)	Souscrit (6)	Appelé (7)	Libéré (8)	
SUEZ	1, Rue d'Asnong 75379 PARIS CEDEX 08 France	4 080 000	4 080 000	100,00	408 000 000,00	408 000 000,00	408 000 000,00	408 000 000,00	
FI PAR HOLDING	Immeuble CDG, Place Mouilly El HASSAN Rehal	1 279 499	1 279 499	100,00	127 949 900,00	127 949 900,00	127 949 900,00	127 949 900,00	
IRMA	83, Avenue de l'armée Royale Casablanca	1 291 573	1 291 573	100,00	129 157 300,00	129 157 300,00	129 157 300,00	129 157 300,00	
Fidient		1 348 928	1 348 928	100,00	134 892 800,00	134 892 800,00	134 892 800,00	134 892 800,00	
TOTAL		8 000 000	8 000 000	Total	800 000 000,00	800 000 000,00	800 000 000,00	800 000 000,00	

TABLEAU D'AFFECTION DES RESULTAT INTERVENUE AU COURS DE L'EXERCICE

EXERCICE DU : 01/01/2021 au : 31/12/2021			
A ORIGINE DES RESULTATS A AFFECTER	MONTANT	B AFFECTATION DES RESULTATS	MONTANT
(Décision de l'AGO du 28 juin 2021)			
Report à nouveau	759 948 763,81	Réserve légale	-
Resultat nets en instance d'affectation		Autres réserves	168 626 872,34
Resultat net de l'exercice	43 387 223,43	Tantième	-
Prélèvements sur les réserves	168 626 872,34	Dividendes	
Autres prélèvements		Autres affectations	
		Report à nouveau	716 561 540,38
TOTAL (A)	885 188 412,72	TOTAL (B)	885 188 412,72

**RESULTATS ET AUTRES ELEMENTS CARACTERISTIQUES
DE L'ENTREPRISE AU COURS DES TROIS DERNIERS EXERCICES**

EXERCICE DU : 01/01/2021 au : 31/12/2021			
NATURE DES INDICATIONS	EXERCICE N-2	EXERCICE N-1	EXERCICE N
* SITUATION NETTE DE L'ENTREPRISE			
- Capitaux propres (+) Capitaux propres assimilés(-) Immobilisations en non valeurs	1 794 480 164,84	1 739 151 975,75	1 808 143 764,45
* OPERATIONS ET RESULTATS DE L'EXERCICE			
1. Chiffre d'affaires hors taxes	7 461 609 914,83	7 042 051 704,19	7 278 873 559,50
2. Résultat avant impôts	284 151 276,99	36 005 578,91	171 540 144,83
3. Impôts sur les résultats	115 524 404,65	79 392 802,34	104 115 405,30
4. Bénéfices distribués	196 000 000,00	-	-
5. Résultats non distribués (mis en réserve ou en instance d'affectation)	168 626 872,34	-	67 424 739,53
* RESULTAT PAR TITRE			
(Pour les sociétés par actions et S.A.R.L)			
Resultat net par action ou part sociale	21,08	-	8,43
Bénéfice distribués par action ou part sociale	24,50	-	-
* PERSONNEL			
Montant des salaires bruts de l'exercice	825 032 253,48	800 362 248,52	817 936 112,42
Effectif des salariés employés à la fin de l'exercice	3 284	3 160	3 128

FOR IDENTIFICATION
PURPOSES ONLY
ERNST & YOUNG

TABLEAU DES OPERATIONS EN DEVISES COMPTABILISEES PENDANT L'EXERCICE

EXERCICE DU : 01/01/2021 au : 31/12/2021		
Nature	Entrée Contre-valeur en DH	Sortie Contre-valeur en DH
Financement permanent Immobilisations brutes Rentrées sur immobilisations Remboursement des dettes de financement		
Produits	477 088,14	
Charges		76 083 083,74
Total des entrées	477 088,14	
Total des sorties		76 083 083,74
Balance devises	75 605 995,60	
TOTAL	=	76 083 083,74

DATATION ET EVENEMENTS POSTERIEURS

I- DATATION

EXERCICE DU : 01/01/2021 au : 31/12/2021

<p>Date de clôture (1)</p> <p>Date d'établissement des états de synthèse (2)</p> <p>(1) Justification en cas de changement de la date de clôture de l'exercice</p> <p>(2) Justification en cas de dépassement du délai réglementaire de trois mois prévu pour l'élaboration des états de synthèse,</p>	<p>31 décembre 2021</p> <p>17 février 2022</p>
--	--

I- Evénements nés postérieurement à la clôture de l'exercice non rattachables à cet exercice avant la 1 ère communication externe des états de synthèse,

DATES	Indication des événements

FOR IDENTIFICATION
PURPOSES ONLY
ERNST & YOUNG

Etat du Fonds de Travaux

31 décembre 2021

Solde du compte Fonds de Travaux au 31 décembre 2021 :

	31/12/2020	31/12/2021
Solde du compte Fonds de Travaux :	13 133 319,00	334 175 684,67

Fonctionnement du compte Fonds de Travaux

Lydec gère le compte Fonds de Travaux pour le compte et sous le contrôle de l'Autorité Délégante, sans impact sur le résultat, situation nette et patrimoine du délégataire. Les ressources de ce compte sont constituées des frais de raccordement aux réseaux et contribuent au financement des infrastructures pour répondre aux enjeux majeurs de développement du Grand Casablanca. L'ensemble des ouvrages financés par le Fonds de Travaux sont propriété de l'Autorité Délégante. Les modalités de fonctionnement du compte Fonds de Travaux sont définies dans l'annexe 11-3 du contrat de gestion déléguée. Cette annexe précise notamment la nature des opérations au crédit et au débit de ce compte.

Situation du Fonds de Travaux vis-à-vis de l'Administration Fiscale

- Par courrier en date du 30 juin 2014, l'Administration Fiscale demande la fiscalisation des ressources de ce Fonds et le dépôt de déclarations d'impôt sur les sociétés et de TVA séparées, estimées par celle-ci respectivement à 488 Mdhs et 325 Mdhs sur la période 2009-2012. Lydec et l'Autorité délégante, en coordination étroite avec l'Autorité de tutelle, la Direction des Régies et des Services Concédés du Ministère de l'Intérieur, ont fait valoir auprès de l'Administration Fiscale et au regard des spécificités du Fonds de Travaux le caractère non-assujettissable du Fonds de Travaux à cette imposition.
- En date du 8 août 2014, après avoir consulté toutes les parties prenantes au contrat de gestion déléguée, Lydec a adressé une lettre de réponse à la Direction Régionale des impôts dans laquelle elle apporte les arguments à l'appui de cette analyse.
- Une réunion a été tenue avec la DRI sur le sujet en date du 04 novembre 2014. A la suite de cette réunion, une dernière note reprenant et complétant les arguments développés à l'appui de la position de la Lydec et de l'Autorité Délégante a été adressée à la DRI.
- Les échanges sont encourus entre l'Administration Fiscale et les parties prenantes au contrat de gestion déléguée.